



*Celebrating 15 years!!*

*Célébrons 15 ans!!*

# Annual Report 2004-2005 Rapport annuel

Public Legal Education  
and Information Service  
of New Brunswick



Service public d'éducation  
et d'information juridiques  
du Nouveau-Brunswick

## *Executive Director's Report*



**Deborah Doherty**  
Executive Director  
La directrice générale

Public Legal Education and Information Service of New Brunswick (PLEIS-NB) is pleased to report a productive year with the development of many new pamphlets, booklets, guides and even a video. As well, we completed several special projects to provide law information to particular target audiences including schools, hospitals, young parents, municipalities, courts, nursing homes, transition houses, law firms, and the police, to name a few.

It is impossible to summarize all of our partnerships, as well as the many provincial committees that we sit on. Successful collaborations this past year included working with Gignoo House, the only Aboriginal women's shelter in the province, to develop a publication on family violence. We also enjoyed our collaboration with the Office of the Official Language Commissioner to publish and distribute a new booklet, **Official Languages: Your Rights in New Brunswick**. We were pleased to take on the challenge of working with the Victim Services Program, New Brunswick Department of Public Safety and the New Brunswick Association for Community Living to develop a resource about the criminal justice system for use with victims of crime with intellectual disabilities. Parenting groups and the VON helped us to produce a comprehensive handbook about responsible parenting issues for young parents. And in March 2005, we officially launched our Youth Justice video **"A Chance for Change"** to a receptive audience. Clearly a very busy year!

We are extremely proud of all our accomplishments this year. The dedication and hard work of the PLEIS-NB staff, and the contribution of our many partners and volunteers, ensured that our reputation for developing accurate, high caliber, and relevant bilingual law information products was stronger than ever. We are now eager to continue our efforts to identify law information gaps and create opportunities for addressing them in 2005-06.

Sincerely

Deborah Doherty,  
Executive Director

## *Rapport de la directrice générale*

Le Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick (SPEIJ-NB) a connu une année très productive au cours de laquelle il a produit de nombreux nouveaux dépliants, livrets et guides et même une vidéo. Nous avons également mené à terme plusieurs projets spéciaux qui avaient pour objectif de fournir de l'information juridique à des clientèles cibles, notamment les écoles et les hôpitaux, les jeunes parents, les municipalités, les tribunaux, les foyers de soins, les maisons de transition, les cabinets d'avocats et les services de police.

Il est impossible de résumer tous nos partenariats et de dresser la liste des nombreux comités provinciaux dont nous sommes membres. Au cours de l'année dernière, nous avons collaboré avec les responsables de la maison Gignoo, le seul refuge pour les femmes autochtones dans la province, dans le but de concevoir une publication sur la violence familiale. Nous avons aussi apprécié la collaboration que nous avons obtenue du Bureau du commissaire aux langues officielles pour la publication et la distribution d'un nouveau livret intitulé *Les langues officielles – Vos droits au Nouveau-Brunswick*. Nous sommes heureux de relever un nouveau défi en collaborant avec les responsables du Programme des services aux victimes du ministère de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick et avec l'Association du Nouveau-Brunswick pour l'intégration communautaire afin d'élaborer des ressources sur le système de justice pénale à l'intention des victimes d'actes criminels qui ont une incapacité intellectuelle. Les groupes d'éducation parentale et les VON nous ont aidés à produire un guide exhaustif qui vise à renseigner les jeunes parents sur l'exercice responsable de leur rôle. Enfin, en mars 2005, nous avons fait le lancement officiel de notre vidéo sur la justice pour les adolescents. Donner une chance au changement devant un public réceptif. En somme, nous avons connu une année très chargée.

Nous sommes extrêmement fiers de nos réalisations de l'année. Grâce au dévouement et au travail acharné des membres du personnel du SPEIJ-NB ainsi qu'à la collaboration de nos nombreux partenaires et bénévoles, notre réputation en ce qui concerne la conception de produits d'information juridique bilingues rigoureux, pertinents et de fort calibre n'a jamais été aussi bonne. En 2005-2006, nous continuerons à nous efforcer avec ardeur de cerner les lacunes en matière d'information juridique et de trouver des façons d'y remédier.

La directrice générale,  
Deborah Doherty

# People

It was with regret that the Board accepted the resignation of long-time member and past president Margaret McCallum. Her dedication and expertise will be greatly missed. Accepting a seat on the board was Fredericton Deputy Police Chief, Barry McKnight. PLEIS-NB welcomed three new staff this year. Suzanne Blaney Tremblay joined our team as a legal researcher, working primarily on the Family Violence and the Law project and the 'parenting' guide. Hayley Morrisson was a youth justice volunteer who eventually commenced work as a research assistant. Amy Finnie came aboard for six months as an "Intern" placement from the John Howard Society of Canada. Amy helped with several projects, learning the ropes and acting as a frontline receptionist. We were also fortunate to have Kelly Buffet with us for a couple of months at the end of the fiscal year to help with legal research on various projects. Two law students worked for PLEIS in the summer of 2004, Michael Cormier (Université de Moncton), and Gabriel Chen (University of New Brunswick). Both enjoyed their experiences with us.

## BOARD OF DIRECTORS - 2004-2005

Judith Keating (President)  
Chief Legislative Counsel  
Legislative Services  
Department of Justice  
P.O. Box 6000,  
Fredericton, NB E3B 5H1

Janet Cameron (Vice-President)  
Department of Tourism and Parks  
P.O. Box 6000  
Fredericton, NB E3B 5H1

Deborah Doherty (Secretary-Treasurer)  
PLEIS-NB, P.O. Box 6000  
Fredericton, NB E3B 5H1

Grant Garneau  
Fredericton, NB E3B 1B1  
Acting Chair, Police Commission  
Suite 202, 435 King Street  
Fredericton, NB E3B 1A5

## Public Legal Education and Information Service of New Brunswick

P.O. Box 6000, Fredericton, New Brunswick E3B 5H1  
Tel: (506) 453-5369 Fax: (506) 462-5193 E-mail: [pleisnb@web.ca](mailto:pleisnb@web.ca)  
Web site: [www.legal-info-legale.nb.ca](http://www.legal-info-legale.nb.ca)  
June 2005

# Personnel

C'est à regret que le conseil d'administration a accepté la démission de Margaret McCallum qui était membre de longue date et qui a déjà occupé la présidence. Son dévouement et sa compétence vont beaucoup nous manquer. Barry McKnight, chef de police adjoint de Fredericton, a accepté de devenir membre du conseil d'administration. Le SPEIJ-NB a accueilli trois nouvelles employées au cours de l'année. Suzanne Blaney-Tremblay s'est jointe à notre équipe à titre de chercheuse juridique. Elle a surtout travaillé au projet sur la violence familiale et la loi ainsi qu'à l'élaboration du guide d'éducation parentale. Hayley Morrisson a d'abord agi comme bénévole dans le domaine de la justice pour les adolescents avant de devenir chercheuse juridique. Pour sa part, Amy Finnie a travaillé avec nous pendant six mois à titre de stagiaire de la Société John Howard du Canada. Amy nous a donné un coup de main dans le cadre de plusieurs projets, elle s'est mise au courant et elle a agi comme réceptionniste de première ligne. Nous avons aussi été chanceux de pouvoir compter sur Kelly Buffet pendant quelques mois à la fin de l'année financière pour nous aider à faire de la recherche juridique dans le cadre de divers projets. Deux étudiants en droit ont travaillé pour le SPEIJ au cours de l'été 2004; il s'agissait de Michael Cormier, de l'Université de Moncton, et de Gabriel Chen, de l'Université du Nouveau-Brunswick, qui ont tous deux aimé leur séjour avec nous.

## CONSEIL D ADMINISTRATION 2004-2005

Judith Keating (présidente) Première conseillère législative Services législatifs Ministère de la Justice C. P. 6000 Fredericton (N.-B.) E3B 5H1	Suzanne Bonnell Burley Sous-ministre adjointe Services à la justice Ministère de la Justice C. P. 6000 Fredericton (N.-B.) E3B 5H1
Janet Cameron (vice-présidente) Ministère du Tourisme et des Parcs C. P. 6000 Fredericton (N.-B.) E3B 5H1	Lynne Castonguay Centre international de la common law en français. Faculté de droit Université de Moncton Moncton (N.-B.) E1A 3E9
Deborah Doherty (secrétaire-trésorière) SPEIJ-NB C. P. 6000 Fredericton (N.-B.) E3B 5H1	Barry McKnight, chef adjoint Service de police de Fredericton 311, rue Queen Fredericton (N.-B.) E3B 1B1
Grant Garneau Président par intérim Commission de police 435, rue King, bureau 202 Fredericton (N.-B.) E3B 1A5	Karen Pearlston Faculté de droit, Ludlow Hall Université du Nouveau-Brunswick C. P. 4400, succursale A Fredericton (N.-B.) E3B 5A3

## Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick

Case postale 6000, Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H1  
Téléphone : (506) 453-5369 Télécopieur : (506) 462-5193 Courriel : [pleisnb@web.ca](mailto:pleisnb@web.ca)  
Site Web : [www.legal-info-legale.nb.ca](http://www.legal-info-legale.nb.ca)  
Juin 2005

## Volunteers & Partners

### STAFF / MEMBRES DU PERSONNEL

Deborah Doherty, Ph.D.  
Executive Director  
Directrice générale

Stacey Brown, LL.B.  
Project Coordinator  
Coordonnatrice du projet

Suzanne Blaney Tremblay,  
Legal Research  
Recherchiste juridique

Hayley Morrison,  
Research Assistant  
Assistante à la recherche

Gabriel Chen,  
UNB Law Student

Lan Ma,  
Administrative Assistant  
Adjointe administrative

Donna DesRoches,  
Law Line Operator  
Opératrice de la ligne  
sans frais

Amy Finnie,  
Intern / Stagiaire

Kelly Buffett,  
Legal Researcher  
Recherchiste juridique

Michael Cormier,  
Étudiant,  
Faculté de droit de  
l'Université de Moncton

Lawyers, law students and many non-lawyers, donated hundreds of volunteer hours and many in-kind services to PLEIS-NB in 2004-05. These individuals acted as legal reviewers and advisors on our many new publications. They spoke at community workshops and events, sat on project development committees, reviewed translations, assisted with terminology, and supported student researchers. We would also like to acknowledge the contribution of the Pro-Bono Students Program from both the University of New Brunswick and l'Université de Moncton. As well, various staff and lawyers at the New Brunswick Department of Justice donated their time and expertise in the development of law information materials and our Board of Directors contributed time and advice. Volunteers also helped with administrative work such as mail outs, stuffing kits, writing and other tasks. Many private sector organizations and government departments collaborated with us in researching new products, distributing materials, providing free meeting space and offering services. A special thanks to the New Brunswick Association for Community Living, the VON, Public Health, Planned Parenthood, the Coalition of Transition Houses, and many more groups and individuals who helped us develop materials. We estimate the dollar value of the time provided by volunteers at \$45,000. The tremendous public demand and usage of our materials and services speaks to the important role PLEIS-NB in educating the public about the law.

*We gratefully acknowledge everyone who played  
a role in helping us to help New Brunswickers know the law.*



## Bénévoles et partenaires

En 2004-2005, des avocats, des étudiants en droit et de nombreux non-juristes ont donné bénévolement des centaines d'heures de travail et une foule de services en nature au SPEIJ-NB. Ces personnes ont agi comme réviseurs du contenu juridique et conseillers dans la rédaction de nos nombreuses nouvelles publications, elles ont pris la parole lors d'ateliers et de manifestations communautaires, elles ont fait partie des comités d'élaboration des projets, elles ont passé en revue les documents traduits, elles ont vérifié la terminologie et elles ont fourni de l'aide à nos étudiants recherchistes. Il convient de souligner la contribution du Programme canadien pro bono pour étudiants et étudiantes de l'Université du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton. Des membres du personnel et des avocats du ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick nous ont fait bénéficier gratuitement de leur temps et de leurs compétences en participant à l'élaboration de la documentation juridique, et les membres de notre conseil d'administration ont mis bénévolement à notre disposition leur temps et leurs conseils. Nos bénévoles ont également allégé notre tâche administrative en s'occupant de faire les envois postaux, d'assembler les trousse, de rédiger des textes et d'effectuer d'autres travaux. Bon nombre d'organisations du secteur privé et de ministères nous fournissent une aide matérielle en faisant des recherches au sujet de nouveaux produits, en distribuant nos documents, en nous fournissant gratuitement des locaux de réunion et en nous offrant des services. Nous sommes aussi tout spécialement redevables à l'Association du Nouveau-Brunswick pour l'intégration communautaire, aux VON, à la Santé publique, à la Fédération pour la planification des naissances, à la Coalition des maisons de transition et à de nombreux autres groupes et particuliers qui nous ont aidés à concevoir de la documentation. Nous avons évalué que la valeur du temps que nous ont consacré nos bénévoles se chiffre à 45 000 \$. La demande et l'utilisation considérables de nos documents et services de la part du public témoignent éloquemment du rôle important que joue le SPEIJ-NB en offrant à la population de l'éducation et de l'information au sujet du droit.

*Nous désirons exprimer notre gratitude  
à tous ceux qui nous ont aidés à mettre  
le droit à la portée des Néo-Brunswickois  
et des Néo-Brunswickoises.*

Annual BBQ.  
BBQ annuel.

# Programs & Services

## PUBLICATION PROGRAM

PLEIS publishes over 100 bilingual products including pamphlets, booklets and posters. Most are free of charge for quantities fewer than fifty. Our material is widely used around the province. In 2004-05, we responded to nearly 6,208 requests for information and distributed close to 192,000 plain language materials about the law to service providers and individuals, as well as at, conferences, exhibits, and via mail outs. Various government departments shared our products with the public, most notably Service New Brunswick, the Departments of Public Safety, Justice, Health and Wellness and Family and Community Services. The top three areas of law requested by the public were family law, criminal law, and violence related materials. Youth Justice was very popular too, with over 7,500 Youth Justice Kits distributed. Individual requests were most often for information on the divorce guide, child support, small claims, landlord and tenants and consumer law. The agencies that ordered and distributed the most PLEIS materials to their clients were Court Services (37,808), schools (11,106), and RCMP/Police (12,312). Every county in New Brunswick ordered our materials including some of the most rural counties. In relation to their population, Madawaska and Gloucester counties ordered the greatest proportion of law information. Our many new publications were proactively promoted, resulting in numerous requests for the materials. Telephone contact was once again the most popular method of ordering materials accounting for nearly half of the requests. Web generated requests are steadily growing with 15% of orders arriving via web email compared to fewer than 4% just 3 years ago.

### New Publications and Products:

**Court-Ordered Evaluations Support Program:** Working in collaboration with Court Services, NB Department of Justice, we developed a pamphlet to explain a new program offered in New Brunswick to assist parents who demonstrate financial need, with the costs of having a court-ordered evaluation in a contested custody and access case.

# Programmes et services

## PROGRAMME DE PUBLICATIONS

Le SPEIJ publie plus de 100 documents bilingues sous forme de dépliants, de brochures et d'affiches. La plupart sont offerts gratuitement (si on en commande moins de 50). Beaucoup de gens consultent notre documentation dans toute la province. En 2004-2005, nous avons répondu à près de 6 208 demandes de renseignements et nous avons distribué près de 192 000 documents de vulgarisation au sujet du droit. Nous avons distribué notre documentation en réponse à des demandes de particuliers et de fournisseurs de services, à l'occasion de conférences et d'expositions et au moyen d'envois postaux. Plusieurs organismes et ministères ont fait connaître nos produits au public, notamment Services Nouveau-Brunswick, les tribunaux et les ministères de la Sécurité publique, de la Justice, de la Santé et du Mieux-être et des Services familiaux et communautaires. Les trois domaines du droit au sujet desquels le public s'est renseigné le plus fréquemment ont été le droit de la famille, le droit criminel et la violence (dans les écoles et familiale). La justice pour les jeunes a également suscité beaucoup d'intérêt : plus de 7 500 trousseaux de renseignements sur la justice pour les jeunes ont été distribuées. Les demandes de renseignements de la part de particuliers concernaient le plus souvent le guide du divorce, les pensions alimentaires, les petites créances, les relations entre locataires et propriétaires et le droit de la consommation. Les organismes qui ont commandé et distribué le plus grand nombre de nos documents à leurs clients ont été les Services aux tribunaux, les écoles ainsi que la GRC et les autres corps policiers. Notre documentation a été consultée dans tous les comtés du Nouveau-Brunswick, y compris dans les régions parmi les plus rurales. Les régions qui ont commandé le plus de documentation sur le droit proportionnellement à leur population ont été les comtés de Madawaska et de Gloucester. Nous faisons une promotion proactive de nos nouvelles publications auprès de publics cibles, ce qui entraîne de nombreuses demandes pour de nouveaux documents ou des documents révisés. Le téléphone demeure le moyen le plus utilisé pour commander de la documentation; près de la moitié des demandes ont été formulées de cette façon. Le nombre de demandes transmises par Internet ne cesse d'augmenter; en effet, 15 p. 100 des commandes nous proviennent par l'entremise de notre site Web, comparativement à moins de 4 p. 100 il y a trois ans à peine.

### Nouvelles publications et nouveaux produits

**Programme d'aide aux évaluations ordonnées par le tribunal :** En collaboration avec les Services aux tribunaux du ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick, nous avons conçu une brochure dans le but d'expliquer un nouveau programme qui est offert au Nouveau-Brunswick pour aider les parents qui n'en ont pas les moyens financiers à payer les coûts d'une évaluation ordonnée par le tribunal dans un litige au sujet de la garde des enfants et des droits de visite.

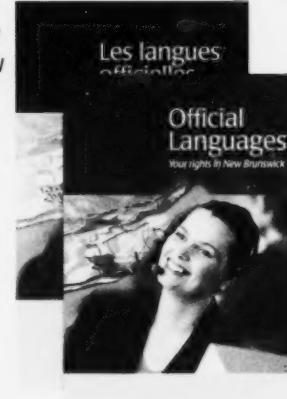
**Official Languages: Your Rights in New Brunswick:** We collaborated with the New Brunswick Office of the Official Language Commissioner to develop a booklet that explains New Brunswick's the new **Official Languages Act**. The new publication was widely distributed with appropriate covering letters to schools, municipalities, hospitals, courts, police and many others around the province.

**Dying Without a Will:** Due to the large number of requests from individuals for information on this topic, we added this topic to the other four pamphlets in our wills and estate planning series.

**Living Together:** This new pamphlet is intended for common-law couples. It explains the various laws that provide rights and responsibilities for unmarried couples, including same-sex couples, who are living together.

**Being a Witness:** We worked collaboratively with Public Prosecutions and Court Services, NB Department of Justice, and Victim Services Program, NB Department of Public Safety, to update and create a new format for our pamphlet to assist witnesses in civil and criminal cases.

**Speakers Bureau:** In order to promote our Speaker's Bureau, we canvassed members of the Canadian Bar Association at their mid-winter meetings, and conducted a mail out through the NB Law Society to encourage more lawyers to join our Speaker's Bureau. The new promotional brochure will be distributed at conferences and events throughout NB.



**Les langues officielles : Vos droits au Nouveau-Brunswick :** Nous avons collaboré avec le Bureau du commissaire aux langues officielles du Nouveau-Brunswick dans le but de préparer un livret qui donne des explications au sujet de la nouvelle Loi sur les langues officielles du Nouveau-Brunswick. Cette nouvelle publication a été distribuée à grande échelle avec une lettre de présentation de circonstance aux écoles, aux municipalités, aux hôpitaux, aux tribunaux, aux services de police et à de nombreux autres groupes de toute la province.

**Mourir sans testament :** En raison du grand nombre de demandes de renseignements que nous recevons de la part de particuliers à ce sujet, nous avons ajouté cette publication aux quatre dépliants qui faisaient déjà partie de notre série sur les testaments et la planification successorale.

**Faire vie commune :** Ce nouveau dépliant a été préparé à l'intention des couples qui vivent en union de fait. On y trouve des explications sur les diverses lois qui énoncent les droits et les responsabilités des conjoints qui ne sont pas mariés et qui font vie commune, y compris les conjoints de même sexe.

**Le rôle du témoin :** Nous avons travaillé en collaboration avec les Poursuites publiques et les Services aux tribunaux du ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick ainsi qu'avec les responsables du Programme des services aux victimes du ministère de la Sécurité publique afin de faire la mise à jour et de remanier la présentation matérielle de notre dépliant qui contient de l'information destinée à aider les témoins dans les instances civiles et pénales.

**Service de conférenciers :** Pour promouvoir notre service de conférenciers, nous avons fait des démarches auprès des membres de l'Association du Barreau canadien à l'occasion de leur assemblée de la mi-hiver et nous avons fait un envoi postal par l'entremise du Barreau du Nouveau-Brunswick dans le but d'encourager un plus grand nombre d'avocats à se joindre à notre service de conférenciers. La nouvelle brochure promotionnelle sera distribuée à l'occasion de conférences et de manifestations qui auront lieu partout au Nouveau-Brunswick.

### Poster – Helping New Brunswickers Know the Law:

We created a poster in response to calls from agencies that had once used our materials in great numbers but lost contact when a staff person moved away. Considering the high turnover of staff in many agencies that we work with, we decided to distribute a poster that could hang permanently on a wall to promote the services and publications of PLEIS-NB.

### Updated/Revised Materials:

The following publications underwent significant revisions prior to reprinting:

- **Survival Strategies: Information for Abused Women**
- **Dealing with the Police: Information for Abused Women**
- **Going to A Nursing Home**
- **Landlord and Tenants**



### Affiche : Le droit à la portée des Néo-

**Brunswickois(es)** : Nous avons conçu une affiche pour répondre aux demandes des organismes qui commandaient auparavant de grandes quantités de documents, mais qui avaient perdu nos coordonnées en raison du départ d'un membre de leur personnel. Étant donné que de nombreux organismes avec lesquels nous collaborons ont connu des mouvements d'effectifs importants, nous avons décidé de distribuer une affiche qu'ils peuvent installer en permanence afin de promouvoir les services et les publications du SPEIJ-NB.

### Documents mis à jour et révisés

Nous avons révisé les publications suivantes de fond en comble avant de les réimprimer :

- **Renseignements pour les femmes victimes de mauvais traitements :**  
Comment survivre
- **Renseignements pour les femmes victimes de mauvais traitements :**  
L'appel à la police
- **Aller vivre dans un foyer de soins**
- **Propriétaires et locataires**

### TOLL-FREE FAMILY LAW LINE - 1-888-236-2444

In 2004-05, the toll-free family law line operated by PLEIS-NB, in collaboration with Court Services, Department of Justice, provided general information about family law and registration for the provincial parenting after separation program called "**For the Sake of the Children**". This past year, the operator responded to 2,301 calls, 1,430 for registration in the course, 449 for information or materials on the course, 185 requests for general family information on topics such as custody, divorce, separation, and domestic legal aid, and 237 requests for other materials such as family violence. The most common referral source to the line continued to be friends and family, followed by private lawyers.

### LIGNE D'INFORMATION SANS FRAIS SUR LE DROIT DE LA FAMILLE : 1 888 236-2444

En 2004-2005, la ligne d'information sans frais sur le droit de la famille dont le fonctionnement est assuré par le SPEIJ-NB, en collaboration avec les Services aux tribunaux du ministère de la Justice, a permis à la population d'obtenir des renseignements de nature générale au sujet du droit de la famille et de s'inscrire au programme provincial d'éducation Pour l'amour des enfants, qui est offert aux parents en instance de séparation. Au cours de l'année qui vient de prendre fin, l'opératrice a répondu à 2 301 appels, dont 1 430 concernaient l'inscription au cours destiné aux parents; 449 personnes désiraient obtenir des renseignements ou de la documentation au sujet du cours, et 185 appels portaient sur des questions d'ordre général en droit de la famille comme la garde des enfants, le divorce, la séparation et l'aide juridique en matière familiale. En outre, 237 personnes ont appelé pour obtenir de la documentation sur d'autres sujets comme la violence familiale. Ce sont surtout les amis et les membres de la famille qui ont conseillé aux appelants de s'adresser à la ligne sans frais, suivis par les avocats de cabinet privé.



**Donna DesRoches,**  
Family Law Line Operator  
Opératrice de la ligne  
d'information sans frais sur le  
droit de la famille

## WEB SITE - [www.legal-info-legale.nb.ca](http://www.legal-info-legale.nb.ca)

The PLEIS-NB web site continues to be a valuable source of legal information for the public, offering close to 100 publications in HTML, Word and PDF versions in both official languages. Usage grows constantly with over 3 million hits this year. The availability of French materials attracts many visitors from Quebec, France and Belgium. The top three nations visiting our site were Canada, the USA and France. Within Canada, New Brunswickers were the most frequent visitors at 32%, while Ontario accounted for 30% of Canadian visitors to the site, and Quebecers stood at 18%. Transferring to a new host service this fiscal year created some disruptions in service and a loss of some statistics about usage of the site. The "What's New" section of our site was frequently viewed and whenever we announced a new publication, we would observe a high level of 'traffic'. The most downloaded and popular pamphlets varied from month-to-month. In the summer of 2004, the most popular pamphlet was Landlord and Tenants, followed by the Wills and Estate Planning materials. By February 2005, the most downloaded materials were Going to a Nursing Home and Power of Attorney for Personal Care. Other frequently accessed materials include our youth justice materials, child support and family violence.

## VIDEO LENDING LIBRARY

PLEIS offers a video lending library of close to 40 videos on a variety of legal topics. Many of the videos are available in both official languages. Approximately 30 video bookings were made with schools, universities and community groups who incorporated a video into their educational activities. We also sold many of our own videos dealing with family violence and youth justice.

## SITE WEB : [www.legal-info-legale.nb.ca](http://www.legal-info-legale.nb.ca)

Le site Web du SPEIJ-NB continue d'être une source précieuse de renseignements juridiques pour la population, puisqu'on y trouve près de 100 publications dans les deux langues officielles en formats HTML, Word et PDF. Le nombre de demandes d'accès ne cesse d'augmenter et a dépassé trois millions l'année dernière. La présence de documents en français attire de nombreux visiteurs du Québec, de la France et de la Belgique. À l'échelle internationale, ce sont les internautes du Canada, des États-Unis et de la France qui ont visité notre site en plus grand nombre. Au Canada, les internautes du Nouveau-Brunswick (32 p. 100), de l'Ontario (30 p. 100) et du Québec (18 p. 100) ont fait le plus grand nombre de demandes d'accès. Notre passage à un nouveau serveur hôte au cours de l'année financière a quelque peu perturbé le service et nous a fait perdre des statistiques concernant le trafic dans notre site. La page « Quoi de neuf? » a été consultée fréquemment. Toutes les fois que nous avons annoncé la parution d'une nouvelle publication, nous avons constaté une augmentation du trafic. Les dépliants les plus souvent téléchargés et consultés ont varié d'un mois à l'autre. Au cours de l'été 2004, notre publication la plus demandée a été le dépliant Propriétaires et locataires, suivi par les documents sur les testaments et la planification successorale. En février 2005, les documents les plus souvent téléchargés étaient Aller vivre dans un foyer de soins et Procuration pour soins personnels. Parmi les autres publications souvent consultées, mentionnons notre documentation sur la justice pour les adolescents, sur les pensions alimentaires pour enfants et sur la violence familiale.

## VIDÉOTHÈQUE

Le SPEIJ dispose d'une vidéothèque qui compte près de 40 titres portant sur une gamme de questions d'ordre juridique. Bon nombre de ces vidéos sont disponibles dans les deux langues officielles. Environ 30 prêts ont été consentis à des écoles, des universités et des groupes communautaires qui désiraient intégrer une vidéo à leurs activités pédagogiques. Nous avons également vendu beaucoup de nos propres vidéos qui traitent de violence familiale et de justice pour les adolescents.

## SPEAKER'S BUREAU

PLEIS operates a Speaker's Bureau. We provide lawyers and non-lawyers who are experts on a range of legal topics and who are willing to talk community groups free of charge. Efforts were made to increase the participation of lawyers in this service. A new promotional pamphlet was distributed to schools and community groups this year and PLEIS provided speakers for numerous community events.

## SELF-HELP GUIDES

PLEIS undertook, with the support of Justice Canada, a major overhaul of both its ***Doing Your Own Divorce in New Brunswick*** (\$10) guide and the ***Child Support Variation Kit***. We addressed substantive changes, reorganized the content and did a plain language edit to make it easier to read and follow. We also worked with Court Services to prepare ***Interjurisdictional Support Orders (ISO) Forms and Guides*** to help individuals wishing to change a court order issued in another province or country.



## SERVICE DE CONFÉRENCIERS

Le SPEIJ offre un service de conférenciers regroupant des avocats et des non-juristes qui sont spécialistes de diverses questions juridiques et qui sont disposés à adresser la parole gratuitement à des groupes communautaires. Des efforts ont été déployés dans le but d'accroître la participation des avocats à ce service. Cette année, une nouvelle brochure promotionnelle a été distribuée aux écoles et aux groupes communautaires, et le SPEIJ a fourni des conférenciers dans le cadre de nombreuses manifestations communautaires.

## GUIDES PRATIQUES

Avec l'aide de Justice Canada, le SPEIJ a entrepris un grand remaniement de son guide *Obtenir son propre divorce au Nouveau-Brunswick* (10 \$) et de sa *Trousse de modification de la pension alimentaire pour enfants*. Nous avons tenu compte des changements de fond, nous en avons restructuré le contenu et nous l'avons révisé pour en simplifier la lecture.

Nous avons aussi travaillé de concert avec les Services aux tribunaux dans le but de préparer les Guides et formules sur l'établissement et l'exécution réciproque des ordonnances de soutien qui viendront en aide aux personnes désireuses de faire modifier une ordonnance judiciaire rendue dans une autre province ou à l'étranger.

## *Special Projects & Contracts*

### **YOUTH JUSTICE INITIATIVE**



**Stacey Brown**  
Youth Justice  
Project Coordinator  
Coordonnatrice de projets de la  
justice pour les jeunes

In 2004-05, PLEIS-NB completed a video that depicts the police and RCMP using out-of-court measures to hold youth accountable for their actions in the community. Both Justice Canada and the RCMP funded this project. The video, **A Chance for Change**, was produced by Atlantic MediaWorks. It was officially launched in Fredericton in March 2005 to a receptive audience. It is accompanied by an user's guide that helps facilitators explore risk factors for youth, protective factors in the community, and issues relating to restorative justice. We also produced a promotional brochure to create awareness of this new resource. The response has been excellent and we will continue our promotional activities in the next fiscal year.

Thanks to Justice Canada, we were also able to reprint and distribute some of our existing materials, including the **Youth Justice Puzzle Game**. The Project Coordinator attended numerous conferences and events including a workshop offered by our PLEI colleagues in Nova Scotia. The Coordinator, sometimes accompanied by Pro Bono law students, visited numerous schools around the province giving presentations to students in the classroom, as well as to teachers, caregivers, parents and community. Activities included:

- Over 260 requests for Youth Justice materials and information
- A mail out of our Youth Justice materials, that had been approved by the Department of Education, to 397 schools
- Over 130 requests for presentations and materials from schools
- Over 50 requests from community groups
- Distribution of more than 4,000 Let's Stop Bullies activity books, including 200 that were picked up at the "Lost Kids Booth" at the Fredericton Exhibition. This brings the total distribution of this popular book to over 33,000 since it was first produced in 2001.

## *Projets spéciaux et contrats*

### **INITIATIVE DE RENOUVELLEMENT DE LA JUSTICE POUR LES ADOLESCENTS**

En 2004-2005, le SPEIJ-NB a réalisé une vidéo qui illustre la façon dont les membres des services de police et de la GRC utilisent les mesures extrajudiciaires pour faire répondre les adolescents de leurs actes dans la collectivité. Justice Canada et la GRC ont versé une aide financière pour la réalisation de ce projet. La vidéo *Donner une chance au changement* a été produite par Atlantic MediaWorks. Son lancement officiel a eu lieu à Fredericton en mars 2005 devant un public réceptif. Elle est accompagnée par un guide de l'utilisateur qui aide les animateurs à examiner les facteurs de risque chez les adolescents, les facteurs de protection dans la collectivité ainsi que les enjeux en ce qui concerne la justice réparatrice. Nous avons également produit une brochure promotionnelle pour mettre la population au courant de l'existence de cette nouvelle ressource.

Grâce à Justice Canada, nous avons aussi été en mesure de faire la réimpression et la distribution de certaines de nos publications, dont le casse-tête sur la justice pour les adolescents. La coordonnatrice du projet a assisté à de nombreuses conférences et manifestations, notamment à un atelier offert par nos collègues qui s'occupent d'éducation et d'information juridiques en Nouvelle-Écosse. La coordonnatrice a rendu visite à de nombreuses écoles de toute la province, parfois en compagnie des étudiants du Programme canadien pro bono, pour y faire des exposés devant les élèves en classe et pour s'adresser aux enseignants, aux personnes qui s'occupent des adolescents, aux parents et aux membres de la collectivité. Voici une liste des activités à ce chapitre :

- Plus de 260 demandes de documents et de renseignements au sujet de la justice pour les adolescents;
- Envoi postal de notre documentation sur la justice pour les adolescents à 397 écoles, avec l'autorisation du ministère de l'Éducation;
- Plus de 130 demandes d'exposés et de documents de la part des écoles;
- Plus de 50 demandes de la part de groupes communautaires;
- Distribution de plus de 4 000 cahiers d'activités Fini l'intimidation, y compris 200 exemplaires qui ont été remis aux personnes qui se sont rendues au « kiosque des enfants perdus » à l'exposition de Fredericton. En tout, plus de 33 000 exemplaires de ce cahier très apprécié ont été distribués depuis sa parution en 2001.

## FAMILY VIOLENCE AND THE LAW TRAIN-THE-TRAINER WORKSHOPS

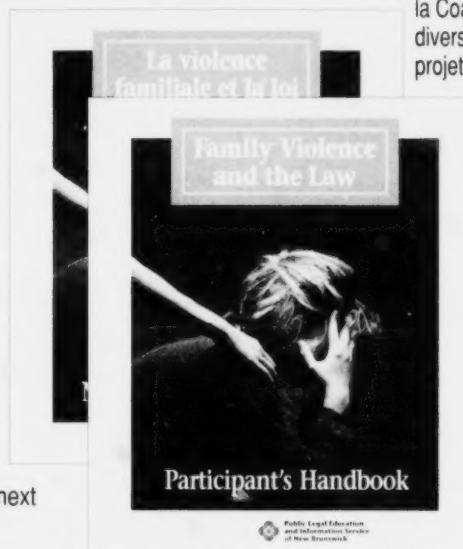
With funding from Justice Canada, we partnered with the NB Executive Council Office, Women's Issues Branch to develop a family violence and the law training project. It includes eight modules that range from definitions, to family law, criminal law, diversity and developing a community action plan to improve responses to family violence in rural areas. Our 'advisory committee' included representation from Court Services and Public Prosecutions, NB Department of Justice; Policing Services, Strategy, Policy and Planning Branch, and Victim Services Program of the NB Department of Public Safety; the Department of Family and Community Services; the NB Coalition of Transition Houses; and various community agencies from the participating pilot communities. They provided advice and expertise. The result was a comprehensive workshop to train local service providers to share the information in their own sectors via lunch and learn sessions, workshops or special events. Other new material produced under this project include: ***A Service provider's Roadmap to Empowering Women-Helping Abused Women Help Themselves***, which explains New Brunswick's new ***Woman Abuse Protocols***. This initiative targeted small town and rural service providers. The participants from the pilot sessions in St. Stephen, Miramichi and Sussex had high praise for the benefits and value of the workshop. We will continue to offer sessions in the next fiscal year.



## LA VIOLENCE FAMILIALE ET LA LOI : ATELIERS DE FORMATION DES FORMATEURS

Avec l'aide financière de Justice Canada, nous nous sommes associés à la Direction des conditions féminines du Bureau du Conseil exécutif dans le but de réaliser un projet de formation sur la violence familiale et la loi. Celui-ci se compose de huit modules qui traitent des définitions, du droit de la famille, du droit pénal, de la diversité et de la conception d'un plan d'action communautaire pour

améliorer les interventions dans les cas de violence familiale en milieu rural. Notre comité consultatif était composé de représentants des Services aux tribunaux et des Poursuites publiques du ministère de la Justice du Nouveau-Brunswick; de la Direction des services de police, de la Division des politiques et de la planification stratégique et du Programme des services aux victimes du ministère de la Sécurité publique du Nouveau-Brunswick; du ministère des Services familiaux et communautaires, de la Coalition des maisons de transition du Nouveau-Brunswick et de divers organismes communautaires des localités qui ont pris part au projet pilote. Nos partenaires nous ont donné des conseils et nous ont fait bénéficier de leurs compétences. En fin de compte, nous avons mis sur pied un atelier très approfondi qui permettra de donner aux fournisseurs de services locaux la formation dont ils ont besoin pour diffuser l'information dans leurs secteurs respectifs à l'occasion de déjeuners-conférences, d'ateliers ou de manifestations spéciales. **Plan de route des fournisseurs de services afin de favoriser l'autonomisation des femmes - Aider les femmes victimes de violence à se prendre en main**, une publication qui donne des explications sur les nouveaux Protocoles relatifs à la violence faite aux femmes du Nouveau-Brunswick. Cette initiative visait les fournisseurs de services établis dans les petites localités et dans les régions rurales. Les participants aux ateliers pilotes qui ont eu lieu à St. Stephen, Miramichi et Sussex ne tarissaient pas d'éloges au sujet des retombées et de la valeur de l'atelier. Nous continuerons d'offrir cette formation au cours de la prochaine année financière.



## PARENTING – RIGHTS AND RESPONSIBILITIES OF YOUNG PARENTS

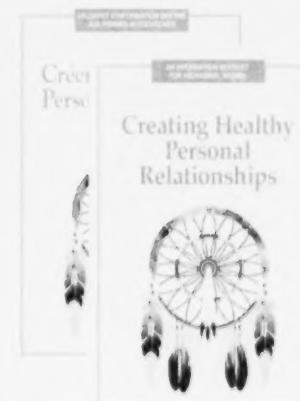
With funding from Justice Canada, we worked with the VON and parenting groups across the province to produce a comprehensive handbook about responsible parenting issues for young parents. We conducted focus groups with teen mothers- and fathers-to-be, and with parenting groups and young parents, to identify information gaps relating to rights and responsibilities of parents. These youth also reviewed draft versions of this guide as did professionals from Health and Wellness, Family and Community Services and other government departments.

## PICTURE THIS - A GUIDE TO THE CRIMINAL JUSTICE SYSTEM FOR PERSON'S WITH AN INTELLECTUAL DISABILITY

Working with the Victim Services Program and the New Brunswick Association for Community Living, we developed a new resource about the criminal justice system for use with victims of crime who have intellectual disabilities. The project included the development of an explanatory guide for professionals on how to use plain language to describe legal processes.

## CREATING HEALTHY PERSONAL RELATIONSHIPS: AN INFORMATION BOOKLET FOR ABORIGINAL WOMEN

Working collaboratively with Gignoo House and Aboriginal women from several of New Brunswick's First Nation's communities, we developed a new publication on family violence especially for Aboriginal women living on-reserve. Focus testing the content and reviewing draft materials helped us to ensure cultural appropriateness. Gignoo House intends to use this pamphlet as one of several tools to create awareness of violence prevention issues and solutions relevant to Aboriginal people in New Brunswick. This project was funded by Justice Canada.



## LES DROITS ET RESPONSABILITÉS DES JEUNES PARENTS

Grâce à une aide financière du ministère de la Justice du Canada, nous avons collaboré avec les VON et des groupes d'éducation parentale de toute la province dans le but de réaliser un guide détaillé à l'intention des jeunes parents au sujet de l'exercice responsable de leur rôle. Nous avons mis sur pied des groupes de discussion composés de futurs parents adolescents, de membres de groupes d'éducation parentale et de jeunes parents dans le but de cerner les lacunes dans l'information qui traite des droits et des responsabilités des parents. Les versions préliminaires de ce guide ont été passées en revue par ces adolescents ainsi que par des spécialistes du ministère de la Santé et du Mieux-être, du ministère des Services familiaux et communautaires et d'autres ministères provinciaux.

## GUIDE DU SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE À L'INTENTION DES PERSONNES AYANT UNE INCAPACITÉ INTELLECTUELLE

En collaboration avec les responsables du Programme des services aux victimes et de l'Association du Nouveau-Brunswick pour l'intégration communautaire, nous avons conçu un nouvel outil à l'intention des victimes d'actes criminels qui ont une incapacité intellectuelle afin de les renseigner au sujet du système de justice pénale. Ce projet a permis de rédiger un guide pour les professionnels afin de leur expliquer la façon de décrire le processus judiciaire en employant des mots clairs et simples.

## CRÉER DES RELATIONS PERSONNELLES SAINES : LIVRET D'INFORMATION À L'INTENTION DES FEMMES AUTOCHTONES

Grâce à la collaboration de la maison Gignoo et de femmes autochtones issues de plusieurs collectivités de Premières Nations du Nouveau-Brunswick, nous avons conçu une nouvelle publication sur la violence familiale destinée aux femmes autochtones qui vivent dans les réserves. La mise à l'essai du contenu auprès de groupes cibles et la révision des versions préliminaires nous ont permis d'assurer la pertinence de la documentation au plan culturel. Les responsables de la maison Gignoo ont l'intention d'intégrer ce dépliant à plusieurs autres outils dont elles se servent pour sensibiliser la population à la prévention de la violence et aux solutions adaptées aux Autochtones du Nouveau-Brunswick. Ce projet a été réalisé avec l'aide financière du ministère de la Justice du Canada.

## APPLYING FOR CUSTODY, ACCESS AND SUPPORT IN NEW BRUNSWICK: A GUIDE

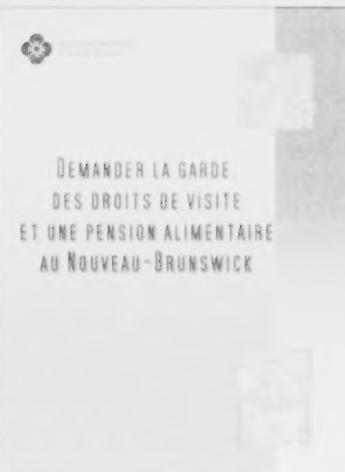
This new guide is intended to help people who must make their own applications for custody, access and support. It is only intended for use after all other legal remedies have been pursued such as negotiation, mediation, and legal aid. This publication will join our other self-help guides. Production of this guide was funded by Justice Canada.

### 'FAMILY LAW BOX' PROJECT

We were pleased to partner once again with Justice Canada to provide a **Family Law Information Box for Service Providers**. This Box is full of federal and provincial family law materials on divorce, custody, child support, support enforcement and much more, along with an index indicating where to find all of the materials on the Internet. We know how difficult it is for people to find accurate, reliable information about their legal rights and responsibilities when they are separating or divorcing. To help ensure that easy to read, accurate information is readily available, we conducted a mail out of 500 boxes. We sent them to groups and organizations across New Brunswick, including libraries, rural service providers, social service providers, multicultural associations, Aboriginal family services, and others who are well placed to share this information. We also prepared 200 additional kits that included a wealth of family violence materials. We used these boxes in our family violence and the law training sessions.

### FAMILY VIOLENCE: IT'S YOUR BUSINESS: A WORKPLACE TOOLKIT AND WEBSITE ([www.toolkitnb.ca](http://www.toolkitnb.ca))

As a member of a 'Workplace Family Violence Advisory Committee' PLEIS-NB was contracted by the Muriel McQueen Fergusson Foundation to create a plain language Toolkit and Website, which helps employers understand the impact of family violence when it spills over into the workplace. It offers information, possible solutions and includes an evaluation component.



## GUIDE POUR DEMANDER LA GARDE, DES DROITS DE VISITE ET UNE PENSION ALIMENTAIRE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

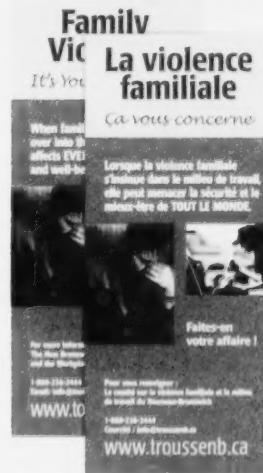
Ce nouveau guide a pour but d'aider les gens qui doivent faire eux-mêmes une demande de garde, de droits de visite et de pension alimentaire à l'égard de leurs enfants. Cet outil a été conçu à l'intention des personnes qui ont épuisé tous leurs autres recours comme la négociation, la médiation et l'aide juridique. Cette publication fera partie de notre série de guides pratiques. Pour sa production, nous avons bénéficié de l'aide financière de Justice Canada.

### PROJET DES BOÎTES DE DOCUMENTATION SUR LE DROIT DE LA FAMILLE

Nous avons été heureux de nous associer à nouveau à Justice Canada pour distribuer des boîtes de documentation juridique à l'intention des fournisseurs de services. Ces boîtes sont remplies de documents fédéraux et provinciaux qui traitent de droit de la famille, notamment du divorce, de la garde des enfants, de la pension alimentaire pour les enfants

et de l'exécution des ordonnances de soutien. Elles contiennent également un répertoire qui permet de repérer toute la documentation dans Internet. Nous savons que les personnes en instance de séparation ou de divorce ont beaucoup de difficulté à trouver de l'information fidèle et fiable sur leurs droits et leurs responsabilités vis-à-vis de la loi. Pour accroître l'accessibilité d'une information exacte et facile à lire, nous avons envoyé 500 boîtes par la poste à des groupes et à des organisations de tout le Nouveau-Brunswick, y compris aux bibliothèques, aux fournisseurs de services en milieu rural, aux fournisseurs de services sociaux, aux associations multiculturelles, aux services aux familles autochtones et à d'autres intervenants susceptibles de diffuser cette documentation. Nous avons également préparé 200 trousse additionnelles qui contenaient une foule de documents traitant de violence dans la famille. Ces boîtes nous ont aussi été utiles lors de nos ateliers de formation sur la violence familiale et la loi.

### LA VIOLENCE FAMILIALE : ÇA VOUS CONCERNE TROUSSE POUR LE MILIEU DE TRAVAIL ET SITE WEB ([www.toolkitnb.ca](http://www.toolkitnb.ca))



À titre de membre du Comité consultatif sur la violence familiale et le milieu de travail, le SPEIJ-NB a conclu une entente avec la Muriel McQueen Fergusson Foundation dans le but de concevoir une trousse et un site Web en langage clair et simple pour aider les employeurs à comprendre les répercussions de la violence familiale dans le milieu de travail. La trousse et le site Web contiennent des renseignements, des pistes de solution ainsi qu'un volet d'évaluation.

## FAMILY VIOLENCE LIPSTICK CAMPAIGN

PLEIS-NB collaborated with our PLEI partners in Atlantic Canada to produce lipstick tubes for front line service providers to share with abused women. The tubes contain valuable information about abuse, resources and where to call or go for help. Over 10,000 tubes were distributed in New Brunswick alone, and service providers were extremely positive about the value of this project. An evaluation will be conducted in the next fiscal year.

## TANTRAMAR FAMILY VIOLENCE RESEARCH TEAM

**Research Activity:** As a member of two research teams, Family Violence on the Farm and in Rural Communities and the Tantramar Family Violence Research Team, we contributed a wealth of research experience and expertise.

## *Committees & Consultations*

PLEIS participates in a variety of consultations dealing with law information matters. We also sit on several committees. Some of the key work undertaken this past year include:

- **New Brunswick Silent Witness Organizing Committee:** As a member of the committee, travelled to numerous events to speak about domestic homicide issues including the Atlantic Association of Women in Policing and Nova Scotia's annual Crime Prevention Conference.
- **Provincial Caring Partnership Committee:** Participated on this provincial committee to oversee implementation of grass roots public awareness of family violence prevention.
- **Atlantic Regional Coordinating Committee on Crime Prevention and Community Safety:** PLEIS-NB continued to sit on the Atlantic Coordinating Committee on Crime Prevention and Community Safety. Attended the annual conference in Charlottetown, PEI in June 2004.
- **Minister's Working Group on Violence Against Women:** Participated in the annual meeting with the Minister Responsible for the Status of Women.

## CAMPAGNE DE TUBES DE ROUGE À LÈVRES CONTRE LA VIOLENCE FAMILIALE

Les responsables du SPEIJ-NB ont collaboré avec leurs homologues du Canada atlantique dans le but de produire des tubes de rouge à lèvres à l'intention des fournisseurs de services de première ligne afin qu'ils les distribuent aux femmes victimes de mauvais traitements. Ces tubes contiennent des renseignements précieux au sujet de la violence, des ressources et des endroits où les femmes peuvent appeler ou se rendre pour obtenir de l'aide. Plus de 10 000 tubes ont été distribués au Nouveau-Brunswick seulement, et les fournisseurs de services ont réagi très positivement quant à la valeur de ce projet. Celui-ci fera l'objet d'une évaluation au cours de la prochaine année financière.

## ÉQUIPE DE RECHERCHE SUR LA VIOLENCE FAMILIALE DE TANTRAMAR

**Activité de recherche :** En tant qu'organisme membre de l'équipe de recherche sur la violence familiale à la ferme et dans les collectivités rurales et de l'équipe de recherche sur la violence familiale de Tantramar, nous avons mis à contribution notre vaste expérience et nos connaissances spécialisées en la matière.

## *Comités & Consultations*

Le SPEIJ a pris part à une série de consultations dans le domaine de l'information juridique. Notre service est aussi membre de plusieurs comités. Voici certaines des principales initiatives réalisées au cours de l'année dernière :

- **Comité organisateur Une témoin silencieuse du Nouveau-Brunswick :** En tant que membre du comité, notre représentante s'est rendue à de nombreuses manifestations pour parler de la question des homicides au sein de la famille devant les Femmes policières des provinces de l'Atlantique et à l'occasion de la conférence annuelle sur la prévention du crime de la Nouvelle-Écosse.
- **Comité provincial de partenariat d'entraide On vous a à cœur :** Le SPEIJ a participé aux activités de ce comité provincial qui a pour objectif de mettre en œuvre une campagne populaire de sensibilisation à la prévention de la violence dans la famille.
- **Comité de coordination de l'Atlantique sur la prévention du crime et la sécurité communautaire :** Le SPEIJ-NB est toujours membre du Comité de coordination de l'Atlantique sur la prévention du crime et la sécurité communautaire, et sa représentante a assisté à la conférence annuelle qui a eu lieu à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) en juin 2004.
- **Groupe de travail de la ministre sur la violence faite aux femmes :** Le SPEIJ a pris part à la réunion annuelle avec la ministre responsable de la condition de la femme.

# Financial Overview 2003-04



## AUDITORS' REPORT

To the Directors of Public Legal Education and Information Service of New Brunswick Inc.

We have audited the statement of receipts and disbursements of the core fund for the year ended March 31, 2005. This statement is the responsibility of the organization's management. Our responsibility is to express an opinion on this statement based on our audit.

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statement is free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statement. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, the statement of receipts and disbursements presents fairly, in all material respects, the receipts and disbursements of the core fund for the year ended March 31, 2005 in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

*Teed Saunders Doyle & Co.*  
CHARTERED ACCOUNTANTS

June 28, 2005  
Fredericton, NB

## PUBLIC LEGAL EDUCATION AND INFORMATION SERVICE OF NEW BRUNSWICK INC.

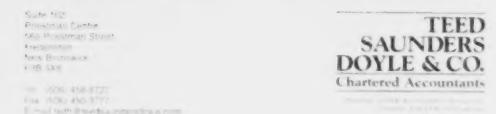
### CORE FUND

#### STATEMENT OF RECEIPTS AND DISBURSEMENTS

FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2005

	Actual 2005	Budget 2005	Actual 2004
<b>Receipts</b>			
Justice Canada	\$ 70,000	\$ 70,000	\$ 70,000
New Brunswick Law Foundation	50,000	50,000	50,000
N. B. Department of Justice (note 2)	70,000	70,000	70,000
Other	16,032	20,000	1,350
Volunteers In Kind (note 2)	40,000	40,000	40,000
	<b>246,032</b>	<b>250,000</b>	<b>231,350</b>
<b>Disbursements</b>			
Conference and travel	4,550	8,000	4,319
Office expense	35,873	36,000	34,992
Printing and distribution	40,407	42,000	24,465
Professional services	53,081	50,000	48,409
Salaries and benefits	77,000	77,000	85,165
Support staff	13,800	13,800	13,800
Translation	21,321	23,200	20,200
	<b>246,032</b>	<b>250,000</b>	<b>231,350</b>
<b>Excess Of Receipts Over Disbursements For The Year</b>			
	\$ ____	\$ ____	\$ ____

# Sommaire financier 2003-04



## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux directeurs du Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick Inc.

Nous avons vérifié l'état des encaissements et des décaissements de la financement de base au 31 mars 2005. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du service. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en se fondant sur notre vérification.

Notre vérification a effectué conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'irrégularités importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle, par sondages des informations probantes à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

A notre avis, l'état des encaissements et des décaissements de la financement de base présentent fidèlement, à tous les égards importants, l'encaissement et décaissement pour le financement de base au 31 mars 2005, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Teed Saunders Doyle & Co.*  
Comptables agréés

le 28 juin 2005  
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

## SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION ET D'INFORMATION JURIDIQUES DU NOUVEAU-BRUNSWICK INC.

### FINANCEMENT DE BASE

#### ETAT DES ENCAISSEMENTS ET DES DECAISSEMENTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005

	Actuel 2005	Budget 2005	Actuel 2004
<b>Encaissements</b>			
Justice Canada	70 000\$	70 000\$	70 000\$
Fondation pour l'avancement du droit au N.-B.	50 000	50 000	50 000
Ministère de la Justice du N.-B. (note 2)	70 000	70 000	70 000
Autre	16 032	20 000	1 350
Services reçus de bénévoles (note 2)	40 000	40 000	40 000
	<b>246 032</b>	<b>250 000</b>	<b>231 350</b>
<b>Decaissements</b>			
Conférences et voyages	4 550	8 000	4 319
Dépenses de bureau	35 873	36 000	34 992
Impression et distribution	40 407	42 000	24 465
Services professionnels	53 081	50 000	48 409
Salaires et avantages (sociaux)	77 000	77 000	85 165
Personnel de soutien	13 800	13 800	13 800
Traduction	21 321	23 200	20 200
	<b>246 032</b>	<b>250 000</b>	<b>231 350</b>
<b>Excedent des encaissements sur les décaissements pour l'exercice</b>			
	<b>-\$</b>	<b>-\$</b>	<b>-\$</b>

# *Helping New Brunswickers Know the Law*

## *Mission Statement*

### **Helping New Brunswickers Know the Law!**

PLEIS-NB is a non-profit organization and a registered charity. Our mandate is to develop bilingual educational products and services about the law for the general public in order to promote access to the legal system. Our goal is to assist the public in identifying and understanding their legal rights and responsibilities, and attaining self-help skills where appropriate, to improve their ability to deal with legal issues.

To meet the diverse information needs of New Brunswickers, PLEIS-NB has adopted the following objectives:

- (i) To respond to individual and community requests for information about the law, the legal system, sources of legal assistance and law reform;
- (ii) To increase the availability of easily understood general information about the law, as well as law-related information on specific topics;
- (iii) To promote a greater understanding of how the law affects everyday activities and to facilitate self-help skills; and,
- (iv) To act as a clearinghouse for information about the law by promoting awareness of and access to legal resources in the community, while encouraging the coordination of public legal education initiatives.

## *Énoncé de mission*

### **Le droit à la portée des Néo-Brunswickois et des Néo-Brunswickoises.**

Le SPEIJ-NB est un organisme à but non lucratif et à vocation charitable. Il a pour mandat de mettre sur pied divers produits et services éducatifs bilingues en matière juridique en vue de promouvoir l'accès du grand public à l'appareil judiciaire. Il vise à aider les justiciables à connaître et à comprendre leurs responsabilités et leurs droits légaux afin d'accroître leur capacité de faire face à des situations juridiques.

Quatre objectifs ont été établis par le SPEIJ-NB pour faciliter l'exécution de son mandat et l'établissement de ses priorités. Les voici :

- i) Répondre aux demandes d'information de particuliers et de la collectivité au sujet du droit, du système judiciaire, des sources d'aide juridique et de la réforme du droit;
- ii) Fournir au public davantage d'information générale et facile à comprendre sur la loi de même que de l'information juridique sur des sujets précis;
- iii) Aider les gens à mieux comprendre les répercussions de la loi sur leurs activités quotidiennes et à apprendre à se débrouiller;
- iv) Faire fonction d'organisme central de diffusion d'information juridique en faisant connaître et en rendant accessibles les ressources juridiques de la collectivité, tout en encourageant la coordination des initiatives d'éducation juridique publique.

*Le droit à la portée des Néo-Brunswickois  
et des Néo-Brunswickoises*